

Nucléaire, industrie de tous les scandales !

Areva est en quasi-faillite et les comptes d'EDF plombés avec une dette de 37 milliards d'€ . . .

Mais l'État soutient cette industrie moribonde . . . et au final, c'est un citoyen de plus en plus méfiant à l'égard d'une industrie dangereuse et agonisante qui paiera la note !

100 milliards d'euros sont, au bas mot, nécessaires pour prolonger la durée de vie des centrales (le grand carénage) auxquels devront s'ajouter des dizaines de milliards d'euros pour le démantèlement des réacteurs (impossible à chiffrer à cette heure). À ces coûts abyssaux devront s'ajouter celui de l'enfouissement scandaleux des déchets nucléaires sur le site de Bure (Meuse) dont le montant est "pour le moment" estimé à 30 milliards d'euros . . . Pour le moment, car en matière de nucléaire, la note s'alourdit toujours . . . le coût de l'EPR prévue initialement à 3 milliards d'€ est désormais annoncé à plus de 10,5 milliards . . . !

Pendant ce temps "incidents" et scandales se multiplient : Pièces défectueuses fabriquées par l'usine d'Areva Creusot-Forge, **utilisées depuis des années dans 18 réacteurs : informations cachées et certificats falsifiés. . . !** L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) vient de mettre à l'arrêt ces réacteurs dangereux. La cuve de l'EPR en construction est aussi concernée.

Pressions et menaces sur des inspecteurs de l'Autorité de Sûreté Nucléaire par leur propre direction, car ils mettaient en cause la sécurité sur le chantier de l'EPR. En burn-out, les 2 inspecteurs ont dû cesser le travail.

C'est dans ce contexte que **l'industrie nucléaire continue son travail de l'ombre et tient salon au Corum de Montpellier** du 7 au 10 novembre 2016.

Un cycle de conférence sur les matériaux nucléaires (NuMat2016) organisé par le lobby : Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), Agence Internationale à l'Énergie Atomique (AIEA) . . . se tiendra à l'abri des regards entre les murs épais du Corum. Les citoyens ne sont bien sûr jamais invités dans ces débats de "spécialistes" ou l'on décide à leur place.

Ils se voient ainsi imposer depuis plus de 60 ans une industrie incontrôlable, et responsable : d'une pollution quotidienne, de déchets ingérables, d'accidents catastrophiques, de victimes innombrables depuis les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki jusqu'aux accidents de Tchernobyl et Fukushima. Une industrie de la mort !

Il est criminel de développer une technologie qu'on ne maîtrise pas, surtout quand elle engage les générations à venir.

Théodore Monod

La France avec ses 58 réacteurs, dont 42 (vieux et dangereux) ont atteint ou dépassé les 30 ans d'âge pour lesquels ils étaient conçus, fait peser des risques considérables sur l'Europe et le

monde. À tel point qu'actuellement, c'est plus de 20 réacteurs qui sont à l'arrêt forcé. La probabilité d'un accident majeur en France est chaque jour une réalité de plus en plus inquiétante.

L'ASN, elle-même, ne l'exclut pas, et son président M. Chevet a déclaré en janvier 2016 que « **le contexte en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection est préoccupant** » !

Mais **le gouvernement français, protégeant l'industrie nucléaire avant de protéger les personnes, prépare un projet de décret qui réhausse les normes "acceptables" des niveaux d'expositions des populations en cas d'accidents !** L'attitude des pouvoirs publics dont la politique est de nous préparer à vivre en zone contaminée est totalement scandaleuse.

Alors que le lobby de l'industrie atomique se réunit au Corum, **nous affirmons que la seule solution responsable, avant qu'une nouvelle catastrophe nucléaire ne survienne, c'est l'ARRÊT URGENT DU NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE.** Il fait peser une insécurité permanente sur les populations et hypothèque la vie des générations à venir.

ARRÊT du
NUCLÉAIRE 34